

Journal des guerres de l' Otan

Géopolitique et stratégie

N° 77 du 27.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

1-1 Jędrzej Bielecki : La Russie divise l'alliance.

1-2 Philippe Leymarie : Sarkozy, Medvedev, même combat ?

1-3 Pascal Boniface : La guerre froide est finie, la course aux armements continue...

1-4 Roland Marounek : Il faut sauver Sakineh...

1-5 Angola Press : Bouclier antimissile : Le dilemme de la Turquie.

1-6 Libertés d'expression et de mouvement dans la-seule démocratie du Moyen-Orient

1-7 Edward S. Herman : Srebrenica 15 ans après : Instrumentalisation du « Génocide ».

2 Annexe

2-1 "Le succès appelle le succès : les prochaines étapes des relations avec la Russie"

Petite revue de presse sur la dernière mouture du « concept stratégique »

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Jędrzej Bielecki : La Russie divise l'alliance.

Présenté le 14 octobre, le nouveau concept stratégique de l'OTAN divise les Européens, entre ceux qui souhaitent intégrer la Russie dans l'Alliance, ceux qui la considèrent encore comme un ennemi potentiel et ceux qui privilégient les relations avec Washington.

Durant les près de cinquante ans qu'a duré la guerre froide, l'OTAN a adopté quatre concepts stratégiques.

Celui débatu le 14 octobre par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'Alliance est le troisième depuis l'effondrement de l'Union soviétique. C'est aussi l'un des plus controversés.

Du point de vue de la Pologne, l'idée d'intégrer la Russie au sein du système de sécurité européenne est très discutable.

Cette proposition est pourtant fortement défendue par Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'organisation. Les Russes devraient, selon lui, construire main dans la main avec les Occidentaux le bouclier de défense antimissile [voulu par Washington et censé protéger l'Europe des attaques en provenance du Moyen-Orient].

Un triangle à réconcilier

□ Les propositions de Rasmussen illustrent clairement les divisions au sein de l'OTAN. Le cabinet de conseil américain Stratfor a identifié trois groupes de pays qui s'opposent sur la question de l'avenir de l'Alliance :

- le noyau dur de l'Europe (l'Allemagne, la France et leurs alliés du sud de l'Europe) ;
- les atlantistes (la Grande-Bretagne et les pays du Benelux),
- le groupe constitué par les membres les plus récents de l'OTAN venus d'Europe centrale.

Pour le premier groupe de pays, ce qui compte avant tout est l'intégration de la Russie dans le système de la sécurité européenne.

Le deuxième ensemble prône avant tout le maintien de relations les plus étroites possibles avec les Etats-Unis et considère la lutte contre le terrorisme comme le défi principal.

Pour les pays du troisième groupe, la menace est la Russie, ils veulent donc avant tout avoir la certitude du soutien de leurs alliés en cas d'une attaque venant de l'Est, quelle que soit sa forme : classique ou, par exemple, cybernétique.

Le 14 octobre, Anders Fogh Rasmussen, qui a rédigé les 10 pages de projet du concept stratégique, a essayé de trouver une solution de compromis entre ces trois tendances. *"La défense des 900 millions de citoyens des pays de l'OTAN doit rester au cœur de notre mission. Mais elle doit être accomplie en prenant en compte les défis actuels, et en osant des initiatives qui iraient bien au-delà des missions du pacte"*, a-t-il déclaré.

Un club de discussions

Les sujets qui fâchent sont pourtant plus nombreux. Ils concernent non seulement la doctrine de l'OTAN, mais aussi les moyens financiers que les alliés sont prêts à consentir, par temps de crise, pour la défense commune. Les Etats-Unis vont chercher d'autres alliés si les Européens font trop d'économies sur leurs forces armées, a mis en garde Rasmussen.

Cependant, même le Royaume-Uni a annoncé qu'il allait réduire de 10% ses dépenses dans ce domaine.

Actuellement, le budget militaire britannique, de 42,5 milliards d'euros par an, est le deuxième parmi les plus élevés d'Europe, après celui de la France.

A son tour, l'Allemagne a annoncé des économies allant jusqu'à 6,3 milliards d'euros. □ Dans tous ces différends, la Pologne se range du côté des Américains. Et ces derniers sont de plus en plus las de ce débat qui se prolonge. Le président Barack Obama, craignant la conversion de l'OTAN en un club de discussion, souhaite la suppression de la règle de l'unanimité qui régit le processus décisionnel de l'Alliance depuis 61 ans.

Il insiste également sur l'idée d'octroyer au secrétaire général, par temps de crise, de larges pouvoirs dignes d'un véritable commandant en chef de l'Alliance. Une idée qui suscite le plus grand scepticisme parmi les membres européens de l'OTAN.

Dissuasion

L'arme atomique en question ...

Depuis que le président Obama a appelé de ses vœux un monde *"libre d'armes nucléaires"*, plusieurs pays de l'OTAN souhaitent profiter de la révision stratégique de l'alliance pour obtenir un retrait des têtes nucléaires américaines installées sur le continent.

L'Allemagne, à l'origine de cette idée, "a été rejointe sur cette ligne par la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique", rapporte Le Monde.

Mais à Paris, qui tient à sa force de dissuasion autonome, "l'idée d'un tel retrait ne suscite aucun enthousiasme". "Ces différences entre Paris et Berlin, sensibles depuis des mois, se cristallisent sur plusieurs questions, explique le quotidien. Quel langage commun mettre en avant à Lisbonne sur la dissuasion ? Quel équilibre trouver entre le bouclier antimissile et la dissuasion ? Quelles modalités pour ce bouclier, qui semble appelé à devenir la clé de voûte de la relation transatlantique ?"

Jędrzej Bielecki

Dziennik Gazeta Prawna Varsovie

15 octobre 2010

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/362421-la-russie-divise-l-alliance>

1-2 Philippe Leymarie : Sarkozy, Medvedev, même combat ?

Une première : un président russe au sommet de l'OTAN !

C'est l'annonce faite par Dmitri Medvedev à l'issue du sommet franco-germano-russe, lundi et mardi derniers à Deauville. Il sera présent les 19 et 20 novembre au rendez-vous de Lisbonne, qui doit prendre position sur trois questions-clé : la réforme de l'Alliance (cure d'amaigrissement), la définition d'un nouveau « concept stratégique » (pas de miracle à attendre, l'OTAN restant désormais « sans frontières », si ce n'est sans vocation), et le lancement d'un bouclier anti-missile européen (en complément de l'américain). Les Russes sont d'accord sur tout, y compris pour souhaiter que l'OTAN réussisse... à se sortir de l'Afghanistan [1], où elle joue en partie sa peau.

L'accommodant numéro un (ou deux ?) russe, tout à ses délices deauvillois, a assuré que le rapprochement euro-russe n'impliquait nullement un découplage avec les Etats-Unis, parrains de l'OTAN, proposant d'ailleurs de

participer d'une manière ou d'une autre aux projets de « bouclier » européen anti-missile, à condition d'en clarifier quelques points.

Le président Medvedev se verrait bien signer un nouveau Pacte de stabilité qui couvrirait un vaste espace « *de Vancouver à Vladivostok* » – comme s'il n'avait rien de plus pressé que d'arrimer son pays (ou sa présidence ?) à l'Occident, sans doute pour faire pièce à la puissance de la Chine et de l'Asie, à la poussée de l'islamisme, etc.

Cerise sur le gâteau : le président russe a fait valoir qu'un peu plus de présence européenne sur le dossier du Proche-Orient ne pourrait que faire du bien. Et, dans la chaleur des échanges, il a même été question de suppression de visas !

Gendarme mondial

Plus circonspect, Dmitri Rogozine – le délégué permanent russe auprès de l'Otan, qui a beaucoup fait pour ce rapprochement – déclarait en mars dernier : « *Nous voulons comprendre qui nous sommes, les uns pour les autres, adversaires, concurrents, partenaires ou alliés* ». Le diplomate russe avait cadré le débat : « *Moscou ne veut pas que l'Alliance s'arroge les fonctions de gendarme mondial* ». Mais, apparemment, à la tête de l'Etat russe, on est plus coulant...

Ce partenariat euro-russe est traditionnellement encouragé par l'Allemagne : Angela Merkel (tout comme Nicolas Sarkozy) s'est employée à convaincre lundi et mardi dernier son homologue russe de ce que ce nouveau « concept » de l'OTAN, qui sera adopté à Lisbonne, ne vise en rien la Russie.

Fait plus récent, la Pologne – rentrée dans les rangs européens, notamment depuis la disparition du président Lech Kaczynski et des principaux chefs de son armée, dans un accident d'avion en avril dernier – n'y fait plus obstacle : sans doute se sent-elle aussi rassurée par l'engagement américain de déployer des missiles intercepteurs SM3 dans son pays d'ici à 2018...

Si Moscou confirmait cette intention de participer au bouclier anti-missile – c'est-à-dire si une « *place appropriée* » (selon l'expression d'un diplomate) lui était faite par les Euro-Américains – ce serait la fin d'un cycle de méfiance, au mieux d'indifférence intra-européenne, qui n'avait pas cessé avec la fin de la Guerre froide, en 1990.

Nouvelle Ligne Maginot

Nicolas Sarkozy, le président français, en a remis une couche, en ouverture du rendez-vous de Deauville : « *Nous pensons que la Guerre froide est terminée, que le Pacte de Varsovie c'est terminé, que l'Union soviétique c'est le passé, et donc que les Russes sont nos amis !* ». CQFD...

Mais, ce qui ne manque pas de sel, à propos de ces manœuvres euro-russes, c'est la mini-polémique intra-gouvernementale française sur le fameux (et encore virtuel...) bouclier. En résumé, le ministre français de la défense Hervé Morin, centriste tendance traître [2]), qui songe à reprendre son indépendance politique, avait confié à des journalistes à Bruxelles quelques jours avant le rendez-vous de Deauville, que « *la France* » avait des « *réserves* » sur ce projet de bouclier endossé maintenant par l'OTAN, qui doit en décider le mois prochain à Lisbonne : « *Nous sommes dans le flou... Combien cela va-t-il vraiment coûter ? Quelle est la menace exacte ? Qui est visé ? Quelle est notre capacité à répondre à ces menaces ?* ».

Outre ces questions, le ministre faisait état de deux préoccupations :

- 1) le danger que ce projet de défense anti-missile – qui, selon le secrétaire général de l'OTAN, ne coûterait que 200 millions de dollars de plus – ne donne à nouveau aux Européens « *le sentiment qu'ils n'ont pas besoin de financer leur défense* », puisque les Américains paieront l'essentiel (et tiendront le bouton !)
- 2) la crainte que le coût d'un tel dispositif et d'un probable dérapage vienne « *impacter le budget actuel et nos budgets futurs, déjà problématiques, alors que ce dont on a besoin, ce sont des moyens classiques de transport* », etc.

Hervé Morin esquissait un parallèle avec la Ligne Maginot : « *On croit se protéger de l'apocalypse. Or, le meilleur moyen de se protéger est de se faire respecter. Et, face à une menace nucléaire, d'exercer une dissuasion nucléaire* ».

Tranquille désaveu

Tant de sympathique franchise ne pouvait rester impunie ! Le lendemain – en pensant sans doute à une rencontre programmée ce jour-là avec le secrétaire général de l'OTAN, et au rendez-vous de Deauville – l'Elysée désavoue tranquillement son ministre, en des termes assez peu diplomatiques :

« *Non seulement nous ne sommes pas contre (ce projet de bouclier pour l'OTAN), mais nous sommes prêts à y apporter notre contribution, financière ou en nature* ». Et de rappeler, bien sûr, que la dissuasion nucléaire « *reste incontournable, et le restera tant que certains pays continueront à développer leur arsenal nucléaire ou à vouloir accéder à l'arme nucléaire* ».

Un communiqué officiel, en conclusion de l'entretien avec Anders Fogh Rasmussen, souligne « *le soutien de principe de la France à la nouvelle approche de la défense anti-missile proposée par le Président des Etats-Unis et actuellement débattue à l'OTAN* », sans faire références aux « *réserves* » exprimées par Hervé Morin...

Cette petite joute verbale ne prouve en fait rien : Sarkozy et Morin sont bien d'accord pour mettre la priorité sur le nucléaire – une politique de dissuasion que la France exerce de manière autonome, sans avoir demandé l'avis de quiconque, mais au service de ses alliés de l'Union européenne et de l'OTAN (ce sont pratiquement les mêmes !). Et d'accord aussi pour considérer que le bouclier, efficace ou pas, ne sera utile (à la France, et peut-être à l'Europe) qu'à titre de « complément » de la dissuasion nucléaire. Le reste est question d'opportunité diplomatique ou politique.

Degré d'usure

Mais ce « couac », passé inaperçu en ces temps de mobilisation syndicale et scolaire dans l'Hexagone, dit assez à quel degré d'usure en est l'actuelle équipe gouvernementale française, qui tire à hue et à dia, y compris sur ces questions stratégiques.

Ce mini-débat révèle également, en creux, le manque de sérieux du projet de bouclier de l'OTAN, complémentaire à celui que les Américains cherchent maintenant à installer en Roumanie et en Bulgarie (après un premier échec en Pologne et Tchécoslovaquie), qui consisterait en fait surtout à brancher (bricoler ?) les systèmes européens existants sur ceux qui seront mis en oeuvre par les Américains – le tout devant, soit-disant, non plus seulement protéger les zones où sont stationnés des soldats américains (ce qui était le prétexte de départ à la mise en place de ce bouclier), mais désormais toutes les villes européennes qui seraient sous la menace d'un tir iranien. Des projets qui ne pourraient sans doute pas grand chose en cas, par exemple, d'attaque massive...

[1] Voir « Afghanistan, vers le retrait » <http://blog.mondediplo.net/2010-10-17-Afghanistan-vers-le-retrait>, et « Kaboul Express... via Marseille » <http://blog.mondediplo.net/2010-09-17-Kaboul-Express-via-Marseille>.

[2] Changement de cheval entre deux tours lors de la dernière élection présidentielle.

Philippe Leymarie

vendredi 22 octobre 2010,

<http://blog.mondediplo.net/2010-10-22-Sarkozy-Medvedev-meme-combat>

1-3 Pascal Boniface : La guerre froide est finie, la course aux armements continue...

Les pays de l'Otan se préparent à mettre en place un système de défense antimissile.

Ce système n'a pourtant rien de nouveau. Cela fait plus de 50 ans que ce type de projet est régulièrement présenté. Cet énième avatar montre que les systèmes de défense sont plus basés sur des impératifs industriels que sur l'état réel de la menace, et que l'OTAN, 20 ans après la disparition de la menace soviétique, continue à poursuivre une course aux armements dont on a du mal à mesurer la rationalité.

En apparence un système de défense antimissile pourrait satisfaire les opinions publiques. N'est-il pas en effet plus logique de se défendre en détruisant les missiles adverses que de menacer de se venger en répliquant à une attaque par une contre-offensive plus forte ? Protéger les territoires des pays de l'OTAN, par un système d'interception qui les mettrait à l'abri d'une attaque extérieure, devrait susciter l'adhésion de l'opinion. A y regarder de plus près, ce système pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Contrairement à l'enrobage médiatique qui est fait, il n'y a rien de nouveau. Les premiers projets d'un système de missiles antimissiles avaient été élaborés par les Soviétiques dans les années 60, les Américains les avaient immédiatement suivis et, sous l'impulsion de Kissinger, les deux superpuissances s'étaient mises d'accord pour conclure qu'il n'y avait pas d'avenir dans ce dispositif. Vouloir protéger entièrement leur territoire aurait conduit à un déploiement que même les superpuissances ne pouvaient pas se permettre. Pour dissuader un adversaire, il suffit qu'il craigne qu'un seul missile adverse puisse l'atteindre. Pour se protéger d'une attaque adverse, il faut que le système de défense arrête TOUS les missiles adverses. Par ailleurs Kissinger avait conclu que la vulnérabilité mutuelle était un gage de sagesse et de retenue sur le plan international. Un pays qui aurait eu l'illusion d'être à l'abri d'une attaque adverse, aurait pu être tenté par un aventurisme stratégique aux conséquences incalculables. C'est pour cela que le traité SALT 1, outre un plafond pour les missiles offensifs, en avait fixé un autre pour les missiles antimissiles. Ronald Reagan avait en 1983, lancé son programme d'initiative de défense stratégique rebaptisé rapidement Star Wars. Il s'agissait de déployer dans l'espace et sur terre, grâce aux nouvelles technologies, un système de défense qui se voulait totalement hermétique. Une fois encore, on s'est aperçu que le coût initial du projet avait été largement sous-estimé et son efficacité potentielle démesurément surestimée. Renforcer le bouclier américain n'aurait eu de toute façon pour effet que de développer l'épée soviétique. Le projet fut donc une nouvelle fois mis de côté. Il ressortit à la fin des années 90, sous le titre de *National missile defense*. L'URSS n'existait plus mais c'était pour contrer une menace nord-coréenne que le projet était censé exister. Les Américains expliquaient qu'à très court terme leur territoire serait à la portée des missiles nucléaires nord-coréens et qu'il fallait donc se protéger. À l'époque le chancelier allemand Gerhard Schröder s'était opposé à ce projet en disant qu'il n'avait pour effet que de relancer la course aux armements et d'antagoniser la Russie. C'était d'ailleurs la première fois qu'un chancelier allemand s'opposait à un programme stratégique américain majeur depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le projet fut de nouveau mis aux oubliettes.

George Bush fils allait relancer ce type de programme en le justifiant par la menace iranienne. Il avait, pour pouvoir le mettre en place, dénoncé le traité SALT1 en vigueur depuis 1972. Ce qui fait que, à ce jour, les deux

seuls pays à avoir dénoncé un accord de désarmement, sont les États-Unis pour ce traité et la Corée du Nord pour le traité de non-prolifération. Il avait prévu de déployer une partie de ce système en République tchèque et en Pologne. Moscou considérait que ce projet, loin d'être purement défensif, pouvait être offensif à son encontre. Obama y a renoncé. Il estimait qu'il y avait mieux à faire que de crispier Moscou, dont il avait besoin de la coopération, notamment sur le dossier iranien. Par ailleurs, avait déclaré un de ses plus proches conseillers, « *Pourquoi dépenser un argent que nous n'avons pas, pour des technologies qui n'existent pas encore, afin de contrer une menace dont on perçoit mal la réalité ?* »

Deux ans plus tard, sous une forme encore une fois amendé, le projet ressurgit. Une fois encore on nous dit que cette fois-ci la technologie a fait des progrès qui le rende crédible. Une fois encore on s'apercevra que le coût a été extrêmement minoré et son efficacité restera sujette à caution. Et le moins que l'on puisse dire est que les analyses de la menace qui justifie ce programme est pour le moins rapide. Tout a changé sur le plan stratégique, mais c'est le même type de programme qui ressort avec un badigeonnage différent. La France initialement réticente ne fera pas obstacle au programme, comme l'avait fait Mitterrand par rapport à la guerre des étoiles dans les années 80, par souci de ne pas ouvrir un sujet de discorde avec Washington. Les industriels français espèrent également participer au programme.

Comme le chantait Léo Ferré : « Quand c'est fini ah ninini ça recommence ! »

Pascal Boniface,

19 octobre 2010

<http://pascalbonifaceaffairesstrategiques.blogs.nouvelobs.com/archive/2010/10/19/la-guerre-froide-est-finie-la-course-aux-armements-continue.html>

1-4 Roland Marounek : Il faut sauver Sakineh...

Le cas de Sakineh Ashtiani cette iranienne qui aurait été condamnée à la lapidation¹, et l'emballement émotionnel soudain et énorme qu'il a déclenché, évoque sinistrement les cas d'emballements identiques, des couveuses de Koweït-City à la mise en scène de Racak, en passant par les ongles arrachées des Afghanes. Dans chacun de ces cas, la vague d'émotion servait à 'anesthésier' l'opinion, à la préparer à accepter la guerre, 'on ne peut quand même pas laisser faire ces horreurs', et en particulier à désarmer l'opposition à la guerre des milieux dit progressistes, 'de gauche'. Autrement dit, de façon tristement ironique, les 'horreurs', vraies ou inventées, sont brandies pour faire avaler aux bonnes consciences les réelles horreurs sans fin de la guerre.

Dans cette guerre médiatique, qui précède la guerre tout court, l'autre grand leitmotiv est bien sur le nucléaire. Le Secrétaire Général de l'Otan vient de déclarer lors d'un speech à l'adresse de la Russie, que l'Iran développe son potentiel nucléaire, et qu'il dispose déjà de missiles capables d'atteindre le territoire de l'OTAN. Pour l'Otan, plus besoin d'inspecteur de l'AIEA, pour elle pas de conditionnel ni de discussion : elle pose comme fait acquis la recherche active de l'arme atomique par l'Iran, et son intention de bombarder les pays de l'Otan. Une fois ceci posé, toute les options 'défensives' sont évidemment possibles.

L'Alliance Atlantique se positionne clairement comme partie prenante dans l'offensive annoncée. Une vidéo placée depuis quelques mois sur le site de l'Otan² sous-entend l'option militaire, après que les sanctions aient prouvé leur inefficacité. Parmi les affirmations qui y sont assénées :

« Il sera difficile d'empêcher l'Iran de poursuivre sa quête de l'arme nucléaire. Nous avons déjà vu ce que se sont efforcés de faire cinq présidents –les deux Bush, Reagan, Clinton et Obama. »

« À court terme, vont-ils pouvoir, en recourant à des tactiques astucieuses, poursuivre impunément leurs activités d'enrichissement de l'uranium ? Oui. »

« Les sanctions ne sont pas un moyen direct d'arrêter un programme de fabrication de la bombe. Elles ne sont pas un bon moyen de convaincre Ahmadinejad de changer d'avis. »

Le 'bon moyen', pour l'Otan, c'est quoi donc ?

Roland Marounek

1. « La lapidation, qui était en vigueur sous le régime du Shah, et encore quelques années après son renversement, a été abolie par la Révolution islamique » www.voltairenet.org/article166999.html

2. www.nato.int/docu/review/2010/Nuclear_Proliferation/Iran_nuclear_chess/FR/index.htm

1-5 Angola Press : Bouclier antimissile : Le dilemme de la Turquie.

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

La Turquie devra se prononcer sur sa participation au projet de bouclier antimissile de l'Otan, un casse-tête alors qu'elle mène une politique du "zéro problème" avec ses voisins, en particulier l'Iran, pays visé par ce système et soupçonné de fabriquer l'arme atomique.(...)

Les ministres turcs et américains de la Défense et des Affaires étrangères se sont rencontrés jeudi à Bruxelles en marge d'une réunion sur les grandes orientations de l'Alliance atlantique.

La question d'incorporer la Turquie au projet de bouclier antimissile européen était au centre des discussions, a rapporté la presse turque, qui indique qu'Ankara maintient ses "réserves".

A Ankara, le ministre turc de la Défense Vecdi Gönül a réfuté ce terme, se félicitant des "négociations" au sein de l'Otan sur ce vaste projet qui pourrait être opérationnel d'ici 2015.

"Nous n'exerçons pas de pression sur les Turcs. Nous continuons à discuter", a déclaré jeudi à Bruxelles son homologue américain Robert Gates, cité par l'agence turque Anatolie. Le système d'intercepteurs de missiles, qui était un projet américain, a été récupéré par l'Otan dans l'objectif de convaincre certains pays réticents, comme la Turquie.

Mais Ankara reste méfiant, craignant qu'une fois mis en place, le système aboutisse à détériorer ses relations avec Moscou et Téhéran, qui se sont nettement développés ces dernières années, estiment les spécialistes. Ankara doit trancher rapidement car le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen souhaite finaliser cette question lors d'un sommet de l'Alliance prévu les 19 et 20 novembre à Lisbonne.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a rejeté toute pression sur son pays. "On ne nous a pas fait de demande à ce sujet, par conséquent il n'est pas question que nous soyons confrontés à un fait accompli", à Lisbonne, a-t-il déclaré vendredi soir.

Angola Press -

16/10/10

http://www.portalangop.co.ao/motix/fr_fr/noticias/internacional/2010/9/41/dilemme-Turquie,8ec7817f-936b-4d09-94d8-394703a6b882.html

1-6 Libertés d'expression et de mouvement dans la-seule démocratie du Moyen-Orient

Mordechai Vanunu a été à nouveau jeté en prison pour trois mois fermes en mai dernier, en cellule d'isolement strict, sur l'accusation usuelle d'avoir « parlé aux médias étrangers ».

Vanunu est ce physicien israélien qui avait révélé au monde entier la possession de l'arme nucléaire par Israël. Enlevé en 1986 à Rome par le Mossad, il a purgé entièrement une peine d'emprisonnement de 18 ans dans les conditions les plus sévères. 'Libéré' en 2004, il lui est désormais interdit de quitter Israël et de parler aux médias étrangers.

Comme il est assez peu imaginable qu'après 24 ans, Vanunu possède encore la moindre information secrète sensible, la peine à perpétuité qu'il subit semble plus être une question de châtiment quasi biblique, - et de mise en garde pour ceux tentés de suivre son exemple.

Israël, le membre fantôme de l'Otan

Durant ce mois de juillet, au cours de manœuvres de l'Otan en Roumanie, un hélicoptère israélien s'est crashé, provoquant la mort d'au moins 5 Israéliens (The Independant, 1er août 2010)

Les grands médias sont restés très discrets sur cet incident. Trouvant peut-être tout naturel que l'Otan fasse des exercices conjoints avec une armée accusée de crimes de guerre (dans le rapport Goldstone en particulier), et quelques semaines après l'attaque meurtrière sur la flottille humanitaire Free Gaza (9 militants tués à bout portant).

Ne dites pas... mais dites ...

Ne dites pas, comme l'eut fait un vulgaire néo-con, « les États-Unis s'arrogent le droit d'utiliser leurs armes nucléaires sur des pays n'en disposant pas, tel l'Iran », dites plutôt « La nouvelle doctrine nucléaire stipule très clairement qu'un Etat qui n'est pas doté de l'arme nucléaire et qui respecte le TNP aura l'assurance que nous n'utiliserons pas l'arme nucléaire contre lui ; toutefois les États hors norme tels l'Iran et la Corée du Nord seront des exceptions à cette nouvelle règle ». Les commentateurs se pâmeront d'extase devant les propos du nouvel homme de Paix. Quant aux pays de l'ex-Axe du mal, même rebaptisés « pays hors normes », ils n'y verront probablement pas un énorme changement.

La fausse sortie du Bouclier Anti-missiles

Il y a tout juste un an, les médias annonçaient de façon fracassante « l'abandon » par Obama du projet de Bouclier anti-missile en Europe : « Obama laisse tomber le bouclier antimissile » titrait Libération, « Obama enterre le bouclier antimissile imaginé par Bush » faisait la manchette du Monde. Et le président US gagnait une auréole de plus au-dessus de son image d'homme de paix.

L'enterrement était apparemment prématuré.

Les Usa n'ont de fait cessé d'avancer bilatéralement dans leur projet, tout juste remanié : en février on apprenait que la Roumanie avait accepté de participer au développement du système de défense antimissile américain et que la Bulgarie envisageait de déployer des éléments du bouclier antimissile ; en juillet, le premier ministre tchèque déclarait que son pays et les USA construirait un centre conjoint de défense antimissile l'année prochaine sur le territoire tchèque ; enfin il y a quelques semaines, le Washington Post annonçait que le Pentagone est proche d'un accord pour installer des éléments du bouclier probablement en Turquie et en Bulgarie.

Le SG de l'Alliance Atlantique fait de son côté le pressing, en agitant comme il faut l'épouvantail iranien, pour que l'Otan toute entière participe au Bouclier. Financièrement tout d'abord...

1-7 Edward S. Herman : Srebrenica 15 ans après : Instrumentalisation du « Génocide ».

C'est désormais un rituel, tous les ans, au mois de juillet, on commémore le fameux « massacre de Srebrenica », qui remonte au 11-16 juillet 1995. Selon la version définitivement instituée, « huit mille hommes et jeunes garçons

musulmans bosniaques » furent alors exécutés sommairement par les Serbes, « le plus épouvantable massacre de masse commis en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ».

Cet événement est mondialement commémoré chaque année par des marches silencieuses – et en Bosnie, par « le cortège éploré des familles des victimes », interviewées pour l'occasion – puis par des débats, des conférences et une pléthore d'articles, de reportages, de déclarations officielles de diplomates et de représentants politiques, rappelant les faits et exprimant leurs regrets concernant la prétendue responsabilité des grandes puissances, de l'ONU et des Casques Bleus hollandais, qui n'auraient rien fait pour empêcher le massacre. Cette année (2010), le président serbe lui-même, Boris Tadic, était présent, affichant le visage contrit de la Nouvelle Serbie (défaite et suppliante). Le président Obama parla d'une « tache sur notre mémoire collective », en violation du « plus jamais ça » promis suite aux atrocités nazies de la Seconde Guerre mondiale, et déclara solennellement : « Il ne peut y avoir de paix durable sans justice »¹.

La démarche qui consiste à focaliser chaque année l'attention du public sur cette tragédie-là plutôt qu'une autre mérite toutefois quelques explications. Après tout, on ne connaît pas d'équivalent dans le monde occidental d'une pareille commémoration pour le massacre de plusieurs milliers de Palestiniens à Sabra et Shatila en septembre 1982, bien que ce soit là des civils qui furent massacrés, alors que les musulmans tués à Srebrenica étaient presque exclusivement des hommes en âge de porter les armes et principalement des soldats. De même, à peine un mois après Srebrenica, les forces croates ont envahi la province majoritairement serbe de Krajina, où elles ont massacré des milliers de personnes, dont des centaines de femmes et d'enfants, et où elles ont contraint à l'exode quelques 250 000 Serbes originaires de la région. Cette opération aura été le nettoyage ethnique le plus massif de toutes les guerres des Balkans. Curieusement, non seulement cet épisode ne fait l'objet d'aucune commémoration annuelle, mais il est même célébré en Croatie comme « Fête Nationale de la Victoire ». Les représentants de l'Union Européenne et le président Obama n'en expriment pas pour autant plus de compassion à la mémoire des victimes serbes qu'ils ne s'indignent du cynisme avec lequel les Croates fêtent ostensiblement leur victorieux nettoyage ethnique. Certes, Madeleine Albright condamna bien les expulsions de Krajina devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 10 août 1995, mais elle s'indigna davantage des « 13 000 hommes, femmes et enfants chassés de chez eux » à Srebrenica². Datée du 15 janvier 2009, une résolution du Parlement Européen institutionnalise désormais officiellement la « journée de commémoration du génocide de Srebrenica » et rappelle « la déportation de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards » loin de Srebrenica, mais à aucun moment elle ne condamne la déportation de 250 000 Serbes hors de Krajina ni n'en demande qu'elle soit mondialement commémorée³.

Cette indignation sélective est bien sûr éminemment politique. Les massacres de Sabra et Shatila de même que le nettoyage ethnique de la Krajina ont été perpétrés par des alliés des USA, le second bénéficiant même ouvertement du soutien US – bien qu'Albright l'ait catégoriquement nié devant le Conseil de Sécurité⁴, instance qui avalise ou rejette toute citation ou commémoration officielle (par *l'establishment* occidental), et toute demande de justice internationale. Le massacre de Srebrenica était au contraire imputable à un pays qui était dans la ligne de mire des USA et de l'OTAN, il a d'ailleurs été déclenché au moment le plus opportun possible et s'est avéré depuis extrêmement utile. Il a notamment permis de justifier l'intervention militaire des USA et de l'OTAN, et en particulier leur bombardement de la Serbie et du Kosovo de mars à juin 1999, puis leur durable occupation militaire du Kosovo. Enfin il a permis de parachever le démantèlement complet de l'ex-Yougoslavie. Le rôle de Srebrenica dans la diabolisation des Serbes a en outre permis de justifier l'interdiction faite aux dirigeants serbes de Bosnie de prendre part aux négociations de paix de Dayton, puis pour finir, en s'appuyant sur le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY : institué et sponsorisé par les pays de l'OTAN), de légitimer l'arrestation, la détention, la mise en examen et enfin l'élimination physique de Milosevic⁵. Il permettait du même coup d'humilier la Serbie afin de pouvoir la traiter *de facto* en vaincue, un acte de pure vengeance pour avoir osé résister à la projection des puissances occidentales dans les Balkans après la fin du bloc de l'Est – à l'instar des 18 années d'embargo qui sanctionnèrent la résistance du Vietnam à l'invasion américaine et au maintien d'un régime satellite supplémentaire à l'autre bout du monde. Pour autant, dans l'esprit d'une majorité d'occidentaux médiatiquement décérébrés, Srebrenica montre clairement combien les interventions militaires occidentales peuvent être bénéfiques – si le génocide ne fut pas stoppé net, au moins l'Occident sut-il rendre justice aux méchants pour leurs crimes. La commémoration annuelle du « génocide de Srebrenica » est désormais là pour nous rappeler sempiternellement la dimension humanitaire de cette intervention militaire occidentale.

Bien sûr 8 000 morts ce n'est pas rien, mais 250 000 déportés ce n'est pas rien non plus, pour ne rien dire de la réponse de Madeleine Albright au sujet des 500 000 enfants irakiens qui payèrent de leur vie le régime des « sanctions de destruction massive » mis en place et maintenu plus d'une décennie par les USA : du point de vue des objectifs politiques américains, « ça en vaut la peine ! » avait-elle déclaré [« We think the price is worth it ! »]. Et que dire de ce mémorandum confidentiel de septembre 1994, à l'attention du Secrétaire d'Etat Warren Christopher, cité dans *The Politics of Genocide*⁶, et qui indiquait que, selon le HCR, les forces [tutsies] de Kagame massacraient alors au Rwanda quelques 10 000 civils Hutus par mois ? Ce n'est pas rien non plus mais les USA n'en ont pour autant jamais cessé de soutenir Kagame. Les médias et les « interventionnistes humanitaires » n'en ont jamais fait étalage et Kagame n'en est pas moins exclu de la longue liste des dirigeants africains (une quinzaine au total) poursuivis par la Cour Pénale Internationale. Et bien évidemment, il n'y a ni mémorial ni journée commémorative à la mémoire de toutes ces victimes sans intérêt et les Occidentaux n'exigent nullement que justice leur soit rendue, au contraire.

Mais cette sélectivité mise à part, il y a aussi un problème de justesse, concernant ces 8 000 morts de Srebrenica. Pendant toutes les guerres des Balkans c'était un flux interrompu de chiffres gonflés, parfois

monstrueusement gonflés concernant l'origine et le nombre des victimes. A partir de 1993, les chiffres improbables mais invérifiables de 2 à 300 000 victimes musulmanes avancés par les musulmans bosniaques, furent instantanément répercutés et institués dans les médias occidentaux sans vérification aucune. Deux études, l'une était commanditée par le TPIY lui-même et l'autre par le gouvernement norvégien, invalidèrent pourtant totalement ces chiffres en convergeant au final sur un total de 100 000 morts pour l'ensemble du conflit bosniaque, tous adversaires confondus, soldats inclus⁷. Cette révision à la baisse ne filtra que très progressivement dans les médias, lesquels se dispensèrent toujours de s'expliquer ou de s'excuser pour de pareils écarts. De même, au moment de la campagne de bombardements du Kosovo, de mars à juin 1999, le nombre de morts imputés aux forces serbes grimpa jusqu'à 500 000 dans les déclarations de responsables américains. Les dénonciations et l'indignation des chefs de la diplomatie ou des médias occidentaux tenaient littéralement de l'hystérie. En fin de compte, le chiffre officiel retomba à 11 000, mais le cumul total des corps retrouvés et des disparus, militaires inclus, était d'à peine plus de la moitié, soit environ 6 000 morts⁸. Les médias n'en utilisèrent pas moins 323 fois le terme de « génocide » pour décrire ce qu'avaient alors subi les Albano-Kosovars, tandis qu'ils n'y eurent recours que 80 fois au sujet des sanctions de destruction de masse (qui firent pourtant 200 fois plus de morts) et 17 fois au sujet des victimes des exactions commises en République Démocratique du Congo (lesquelles firent plus de 1 000 fois plus de morts)⁹. Chiffres gonflés et dénonciation de « génocide » pour les victimes dignes d'intérêt (soit celles des adversaires des USA) ; traitement minoré et éviction de termes tels que génocide pour les victimes indignes d'intérêt (à savoir celles des USA eux-mêmes ou de leurs clients).

L'idée du massacre à Srebrenica de « 8 000 hommes et jeunes garçons » froidement abattus par les Serbes est partie à l'époque d'allégations de la Croix Rouge au sujet du nombre de disparus en juillet-août 1995, alors qu'aucune donnée chiffrée n'était encore disponible¹⁰. Miracle de coïncidence et de persistance, aujourd'hui encore c'est toujours ce même chiffre qui sert de référence. En fait, ce total de 8 000 morts est même désormais évoqué comme une possible sous-estimation : la Résolution de l'UE du 15 janvier 2009 par exemple parle de « plus de 8 000 morts » et c'est loin d'être un cas isolé. Rappelons au passage que les premières estimations du nombre de victimes des attentats du 11 septembre à New York, faisaient état de 6 886 morts. Ce chiffre retomba ensuite à 2 749 morts, soit un déclin de 60%. Pour la première guerre des Balkans, le nombre de musulmans bosniaques tués par les Serbes tomba lui de 250 000 en 1992-93 à moins de 100 000 aujourd'hui, soit une diminution de plus de 60%. Pour la seconde, le nombre d'Albano-Kosovars prétendument exterminés par les Serbes au Kosovo au moment des bombardements de 1999, oscillait entre 100 et 250 000 et monta même jusqu'à 500 000 dans les déclarations de certains représentants US. Il retomba ensuite à un chiffre officiel (toujours exagéré) de 11 000, soit une chute de plus de 90%. Mais pour Srebrenica, le total resta toujours invariablement le même. Non qu'il repose sur quoi que ce soit de solide, mais parce qu'il étaye une construction politique si cruciale et indispensable que les représentants de l'establishment n'ont eu de cesse de le rabâcher constamment depuis avec l'assurance des vrais croyants.

Si l'on est arrivé à ce chiffre de 8 000 morts, c'est notamment parce que pour dresser la liste des victimes, on avait à l'époque appelé la population musulmane bosniaque à se présenter avec les noms des personnes disparues. Là encore, toujours par le même miracle, cette liste compte toujours 8 000 noms aujourd'hui. Elle n'a pourtant aucune base scientifique et l'on s'est aperçu depuis que certains hommes de cette liste étaient morts avant juillet 1995. Un certain nombre d'autres ont semble-t-il voté aux élections de 1996 et le nombre total n'a été confirmé par aucune documentation médico-légale. En 2001, après six ans de recherches, le TPIY n'avait localisé que 2 100 corps dans les environs de Srebrenica, dont bien peu avaient été identifiés ou attestés comme ceux de victimes des événements de 1995¹¹. Concernant les fosses, d'autres découvertes plus tardives se sont également avérées problématiques. Depuis le début, un problème de base était que les combats ayant opposé les forces serbes au 25^e régiment musulman bosniaque (plusieurs milliers d'hommes qui avaient finalement quitté Srebrenica pour se replier sur leurs lignes aux alentours du 11 juillet 1995), avaient été particulièrement rudes. Les responsables serbes comme musulmans estimaient que plus de 2 000 soldats musulmans, voire davantage, avaient été tués dans l'offensive. Ainsi, témoignant au procès de Radislav Krstic, le Général Enver Hadzihanovic, Chef d'Etat-major des forces musulmanes bosniaques, déclara-t-il pouvoir « affirmer que 2 628 soldats et officiers de la 28^e Division avaient été tués » au cours de cette retraite¹². D'après une analyse des rapports d'autopsie réunis entre 1995 et 2002 par l'expert médico-légal Ljubisa Simic pour le bureau du procureur du TPIY, pour près de 77% des corps sur lesquels portaient ces rapports, soit il était impossible de déterminer la « manière de mourir » (exécution, combat, autre), soit celle-ci suggérait fortement que la victime avait été tuée au combat¹³. Mais l'impossibilité de trancher avec certitude en la matière demeurait extrêmement commode car, grâce à la complaisance des médias, du TPIY et des responsables d'investigations musulmans bosniaques, tous les corps pouvaient être considérés comme étant ceux de personnes froidement exécutées.

Que plusieurs centaines d'hommes aient été exécutés dans les parages de Srebrenica en juillet 1995 ne fait aucun doute, car on a retrouvé dans les fosses 443 cadavres aux mains liées et « au moins » 448 avaient les yeux bandés¹⁴. Mais il n'existe aucune preuve sérieuse que davantage de musulmans bosniaques aient été exécutés à Srebrenica qu'il n'y eut de civils tués par les forces croates au cours de l'Opération Storm et du mois qui suivit. Il est clair que dans cette bataille les Serbes de Bosnie étaient d'humeur vengeresse car la « zone sécurisée » de Srebrenica était de longue date un sanctuaire des forces musulmanes bosniaques, d'où elles lançaient régulièrement leurs attaques contre les villes et villages serbes des alentours. Un grand nombre d'entre eux avaient fait les frais de ces attaques qui firent en quelques années des milliers de victimes, avant juillet 1995¹⁵. Nacer Oric, qui commandait les forces musulmanes bosniaques pendant toute cette période se vantait

d'ailleurs ouvertement de ces massacres devant les journalistes occidentaux, leur montrant même des vidéos de décapitations et claironnant qu'au cours d'un seul de ces raids, 144 Serbes avaient été tués¹⁶. Quelle aubaine cela aurait été pour le TPIY si de pareils aveux et de telles vidéos avaient pu être produits contre Karadzic, Mladic ou Milosevic ! Mais vu qu'ils ne permettaient d'accuser que le défenseur présumé d'une population victime, les crimes d'Oric n'intéressaient personne. Le général Morillon, qui avait commandé les forces de l'ONU dans la région de Srebrenica, avait pourtant témoigné devant le TPIY que selon lui, la brutalité des Serbes dans cette zone de combats s'expliquait largement par la violence dont les musulmans bosniaques d'Oric avait fait preuve avant juillet 1999. Mais cet aspect du contexte n'est évoqué nulle part, ni dans la résolution de l'Union Européenne de janvier 2009, ni dans les discours et analyses relatant le drame de Srebrenica aux commémorations de juillet 2010.

Un autre aspect de l'occultation du contexte apparaît dans la manière dont on s'en est pris au contingent de maintien de la paix déployé par l'ONU à Srebrenica, pour leur incapacité à empêcher le massacre. On les a même traînés en justice aux Pays Bas pour leur prétendue complicité passive avec les forces serbes¹⁷. Cette facette de la commémoration annuelle repose sur un empilement de mensonges et de représentations biaisées. La résolution de l'UE de janvier 2009 rappelle deux fois de suite que Srebrenica était une « zone protégée » en vertu d'une disposition du Conseil de Sécurité et que « hommes et jeunes garçons de confession musulmane avaient cherché refuge dans cette enclave sous l'égide » des forces de protection de l'ONU, de sorte que le massacre « demeure un symbole de l'impotence de la communauté internationale ». Ce que la résolution de l'UE prend soin de ne pas rappeler c'est que ladite zone protégée était supposée être une zone démilitarisée mais ne l'était pas le moins du monde. Naser Oric et ses cadres militaires n'avaient jamais été désarmés et de nombreux raids sur les villages serbes environnants avaient été lancés précisément depuis cette « zone protégée ». En outre, il s'avère qu'en juillet 1995, plusieurs milliers de soldats lourdement armés du 25^e régiment musulman bosniaque avaient pris position dans la ville. De fait, ici, la résolution de l'UE n'est pas simplement erronée mais délibérément mensongère : premièrement en ce qu'elle passe sous silence la fonction réelle de la « zone protégée » (assurer la protection d'une base militaire pleinement opérationnelle des musulmans bosniaques), mais surtout parce qu'en affirmant que « hommes et jeunes garçons de confession musulmane avaient trouvé refuge » à Srebrenica, elle sous-entend qu'il s'agissait de civils, et non du 25^e régiment musulman bosniaque. Mais elle contient d'autres mensonges encore, notamment au sujet du « viol d'un très grand nombre de femmes », une allégation qui n'a jamais reposé sur le plus petit élément de preuve. De sorte qu'en lieu et place de « l'impotence de la communauté internationale », ce qui apparaît c'est bel et bien la complicité de la « communauté internationale » avec Naser Oric, les musulmans bosniaques et leurs stratégies militaires, leur nettoyage ethnique et leurs provocations des forces armées serbes, mais ce qui apparaît aussi parallèlement, c'est le refus des gouvernements occidentaux d'envisager une issue pacifique à ce conflit, refus qui s'exprime dans leur sabotage systématique du traité de Lisbonne de 1992 et de tous les plans de paix élaborés par la suite¹⁸.

Le fait qu'un régiment de plusieurs milliers d'hommes lourdement armés se soit trouvé dans Srebrenica et se soit subitement replié littéralement sans dresser aucune ligne de défense face à une force d'à peine 200 hommes, montre à quel point les accusations portées contre les 69 hommes du contingent hollandais de maintien de la paix, équipés d'un armement léger, sont aussi ridicules que malhonnêtes. Pourquoi ne pas tenir plutôt les musulmans bosniaques qui ordonnèrent ce repli pour responsables des morts qu'il eut pour conséquence autour de Srebrenica ? Dans l'esprit de la commémoration, mais surtout des pratiques et de l'idéologie sur lesquelles elle repose¹⁹, dès lors que les musulmans bosniaques ne peuvent être présentés que comme des victimes, l'UE et le petit contingent de casques bleus de la « zone protégée » ne sauraient avoir été complices de leurs crimes et pour enfoncer le clou, peuvent bien être suspectés de complicité passive avec les criminels serbes.

Autre mythe du mémorial de Srebrenica, l'idée que la commémoration elle-même et les actions politiques qui y sont associées sont indispensables à une paix durable. Dans la formulation de la résolution de l'UE : « Il ne peut y avoir de paix véritable sans justice ». En d'autres termes, Mladic doit comparaître devant le TPIY, et cette comparution est essentielle pour la « réconciliation », afin que « les civils, de quelque ethnie qu'ils soient, puissent dépasser les tensions du passé ». Et pour les milliers de Serbes tués au cours des raids lancés entre 1992 et juillet 1995 depuis la « zone protégée » de Srebrenica sous égide de l'ONU, ou pour les 250 000 autres expulsés hors du Krajin au cours de l'Opération Storm, ou pour les centaines de milliers de Serbes et de Roms expulsés hors du Kosovo depuis son annexion par l'OTAN et la prise de pouvoir de l'UCK, demandera-t-on justice ? La campagne de bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie (de mars à juin 1999) violait ouvertement la Charte des Nations Unies et recourait en outre à un armement illégal (bombes à fragmentation, uranium appauvri, etc.) Elle fit des centaines de morts et de mutilés. N'est-il besoin d'aucune poursuite pénale, d'aucune condamnation pour ces crimes-là, au nom de la justice et de la réconciliation ? Une attention démesurée accordée à la commémoration d'une seule catégorie de victimes n'a-t-elle pas plutôt tendance à alimenter le ressentiment et à pérenniser les haines ethniques ? N'est-elle pas propre à servir aux vainqueurs à entretenir ces haines, à froter de sel les plaies de leurs ennemis et à obtenir de leurs puissants parrains occidentaux toutes sortes d'avantages financiers ou politiques ?

Les commémorations et la résolution de l'UE visent tout sauf la paix et la réconciliation. Elles sont une continuation de la guerre de pacification et des menées de vengeance contre la Serbie, et un moyen supplémentaire d'imposer au monde l'idée que la militarisation de l'OTAN et des USA et leur « guerre permanente contre le terrorisme » incarnent le combat du bien contre le mal.

Traduit de l'anglais par Dominique Arias

<http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710.html>

Edward S. Herman est Professeur Emérite de Finance à la Wharton School, Université de Pennsylvanie. Economiste et analyste des médias de renommée internationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : Corporate Control, Corporate Power (1981), Demonstration Elections (1984, avec Frank Brodhead), The Real Terror Network (1982), Triumph of the Market (1995), The Global Media (1997, avec Robert McChesney), The Myth of The Liberal Media : an Edward Herman Reader (1999) et Degraded Capability : The Media and the Kosovo Crisis (2000). Son ouvrage le plus connu, Manufacturing Consent (avec Noam Chomsky), paru en 1988, a été réédité 2002.

2 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 "Le succès appelle le succès : les prochaines étapes des relations avec la Russie"

Discours prononcé par le secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, à l'Institut Aspen de Rome [...]

Permettez-moi de vous parler tout d'abord de la défense antimissile. Je pense que nous devons avant tout préciser la réalité dans laquelle nous évoluons.

Premier point : les missiles constituent une menace croissante pour l'Europe. Pour toute l'Europe. Les 28 pays de l'Alliance sont unanimes sur ce point, et je ne doute pas que d'autres pays européens soient du même avis. Plus de trente pays détiennent ou sont en train de développer des missiles. L'un d'eux, l'Iran, dispose déjà de missiles capables d'atteindre le territoire de l'OTAN, ainsi que la Russie ; il s'emploie à étendre la portée de ses missiles, et il ne respecte pas, dans son programme nucléaire, les engagements pris au niveau international.

Deuxième point : la défense antimissile se met en place en Europe. La nouvelle approche adaptative phasée des États-Unis, fondée sur une technologie éprouvée, progresse bien. Elle repose actuellement sur une coopération bilatérale entre les États-Unis et certains pays. La question est donc de savoir s'il conviendrait de réaliser la défense antimissile dans un cadre OTAN – et, le cas échéant, de savoir comment nous pourrions coopérer avec d'autres pays européens ?

Ma position sur ce point est claire. Je pense que nous avons besoin d'une défense antimissile protégeant tous les citoyens européens. Je pense que nous devrions la mettre en œuvre par l'intermédiaire de l'OTAN, ce qui est d'ailleurs la seule façon d'obtenir une couverture totale. Je pense également que nous devrions nous mettre d'accord sur cette question au sommet de l'OTAN qui aura lieu à Lisbonne dans neuf semaines environ. Et je suis convaincu que nous devons aussi inviter la Russie à coopérer, de façon à établir un lien entre notre système et les capacités de la Russie.

Il n'y a en fait que deux options possibles. Si nous mettons en place des systèmes de défense antimissile en Europe en dehors du cadre de l'OTAN, de nouvelles lignes de division apparaîtront, entre les pays qui sont couverts par ces systèmes et ceux qui ne le sont pas. Y compris entre les Alliés eux-mêmes. Et si nous ne faisons pas d'offre claire à la Russie, celle-ci, à tort ou à raison, risque de se retrouver exclue, sans trop savoir si une telle situation est susceptible de compromettre sa sécurité.

L'autre option consiste à faire en sorte que la défense antimissile « rassemble », plutôt qu'elle ne divise. La défense antimissile territoriale peut devenir un « toit sécuritaire » sous lequel tous les Alliés, et pas seulement certains, peuvent s'abriter. Et je suis convaincu qu'un tel toit peut être suffisamment grand pour abriter aussi d'autres pays européens, y compris la Russie.

[...]

Il y a quarante ans, presque tous les pays du monde partageaient l'ambition d'un désarmement nucléaire complet. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est venu consacrer une telle ambition. Il me semble donc que l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires, tel que défini par le président Obama, est largement partagé.

Nous avons accompli de réels progrès ces dernières années dans la dénucléarisation du continent européen. L'OTAN a en effet réduit de plus de 90% le nombre de ses armes nucléaires à courte portée en Europe.

Nous devons toutefois être bien conscients que les armes nucléaires existent, et que certains pays pourraient encore vouloir se doter d'une capacité visant à produire de telles armes.

Si nous devons protéger efficacement nos populations, nous aurons toujours besoin d'une dissuasion nucléaire crédible, aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires de par le monde. Ainsi donc, tant qu'il existera des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire – il va sans dire, toutefois, que nous souhaitons maintenir nos armes conventionnelles et nucléaires au niveau le plus bas possible.

Le problème est que nous avons littéralement hérité de la Guerre froide des milliers d'armes nucléaires à courte portée – dont la plupart se trouvent en Russie. Or il s'agit d'une catégorie d'armes non réglementée par un régime de maîtrise des armements, et pour laquelle il n'existe par conséquent aucune transparence. Aussi les Alliés se montrent-ils prudents. Ils souhaiteraient que les négociations sur la maîtrise des armements portent également, à un moment ou à un autre, sur ce type d'armes.

Je pense qu'il est, là aussi, possible de créer un cercle vertueux. La maîtrise des armes conventionnelles permet

d'envisager plus facilement une réduction de la dépendance à l'égard des armes nucléaires. Rappelons-le, la confiance appelle la confiance...

Il est également possible de faire davantage pour accroître la confiance entre les pays de l'OTAN et la Russie. Nous pourrions nous inviter les uns les autres à participer régulièrement à des exercices militaires.

Nous pourrions discuter de nos doctrines stratégiques et militaires alors qu'elles sont en cours d'élaboration, plutôt que d'en débattre juste après leur publication – c'est d'ailleurs, très précisément, la démarche qu'a suivie l'OTAN pour l'élaboration de son nouveau concept stratégique.

Nous devons aussi accélérer les travaux actuellement menés pour définir et évaluer les menaces communes auxquelles nous sommes tous confrontés, ce qui peut nous aider à progresser dans le domaine de la défense antimissile.

D'une manière générale, je pense qu'en ce qui concerne la sécurité intérieure européenne, trois voies s'offrent à nous, qui, si nous les suivons, nous permettront de créer une Europe différente, meilleure et plus sûre, une Europe où nous ne craignons pas des chars ou des avions de chasse venus d'ailleurs, où les défenses antimissiles nous uniront, et nous protégeront, et où le nombre d'armes nucléaires à courte portée diminuera régulièrement sur le continent. La confiance sera le ciment de ces trois voies. Un ciment qui permettra la construction d'une confiance encore plus grande.

Pourquoi la réalisation de progrès en Europe me tient-elle tant à cœur ? La réponse est simple : les menaces réelles auxquelles nous sommes confrontés viennent de l'extérieur. Terrorisme, extrémisme, drogue, prolifération des missiles et des armes de destruction massive, piraterie, pour n'en citer que quelques-unes.

Il est temps d'arrêter de consacrer du temps et des ressources à nous observer mutuellement ; le moment est au contraire venu de regarder ensemble dans la même direction et de réfléchir à la manière de renforcer la sécurité à l'intérieur de nos frontières.

Le 26 septembre 2010

texte complet sur <http://www.arnees.com/Le-succes-appelle-le-succes-les,33890.html>

Petite revue de presse sur la dernière mouture du « concept stratégique »

Et la proposition fait par l'EUA a la Turquie d'être la rampe antimissile contre l'Iran dans cette affaire?

« On se protège contre l'apocalypse quand le meilleur moyen d'éviter l'apocalypse, c'est d'être en mesure de se faire respecter par un outil militaire et de défense crédibles. La meilleure façon de se faire respecter c'est de détenir un arsenal de dissuasion crédible ».

Ah non, c'est pas Ahmadinejad qui l'a dit...

L'alternative semble vouloir être posée comme l'abandon du nucléaire des pays de l'Otan en échange du Bouclier Antimissile...

- OTAN: réunion "jumbo" des ministres des Affaires étrangères et de la Défense (Belga 14 octobre 2010)

Les ministres de la Défense des 28 pays de l'OTAN se sont retrouvés jeudi matin à Bruxelles pour préparer, avec leurs collègues des Affaires étrangères, le sommet atlantique du mois prochain à Lisbonne, qui doit mieux armer l'Alliance atlantique pour faire face aux "menaces modernes" du 21^{ème} siècle.

Ils ont entamé peu après 09h00 une réunion séparée pour examiner les aspects militaires du nouveau "concept stratégique" - une sorte de "mode d'emploi" de l'OTAN pour la prochaine décennie -, qui doit être adopté à Lisbonne les 19 et 20 novembre. Ce sera "l'un des sommets les plus importants" de l'histoire de l'OTAN, a souligné le secrétaire général de l'organisation, Anders Fogh Rasmussen, en ouvrant la réunion. Les ministres de la Défense doivent d'abord se concerter sur la réforme des structures militaires de l'alliance, qui passe par un nouvel allègement des effectifs et une réduction du nombre des quartiers généraux et agences spécialisées (dans ce cas de 14 à trois, si les pays suivent les recommandations de M. Rasmussen). La réunion s'élargira ensuite à 13h00 aux ministres des Affaires étrangères alliés, qui se retrouveront entre eux dans l'après-midi pour discuter plus particulièrement des partenariats à renforcer, notamment avec la Russie, mais aussi avec des pays plus lointains, comme la Chine et l'Inde. (LEE)

- Pascal Mallet : Otan: les pays membres réunis à Bruxelles pour parler d'une nouvelle stratégie.

Les pays de l'Otan débattaient jeudi des nouvelles missions à assigner à leur alliance comme la défense antimissile, dans un contexte compliqué par le brouillard afghan et une disproportion croissante entre moyens militaires américains et européens.

"Face aux menaces modernes il faut une défense moderne", a résumé le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen, en ouvrant une réunion ministérielle à Bruxelles, exceptionnelle par son format comme par son ordre du jour.

Les 28 ministres des Affaires étrangères et leurs collègues de la Défense de l'alliance se penchent sur un nouveau "concept stratégique", destiné à remplacer un précédent document rédigé en 1999, deux ans avant les attaques contre le World Trade Center du 11 septembre 2001. Ce texte de référence doit être soumis ensuite pour adoption aux dirigeants alliés lors d'un sommet à Lisbonne les 19 et 20 novembre.

Les menaces grandissantes que ce document de 11 pages énonce sont connues: terrorisme international, prolifération balistique et nucléaire, blocage des approvisionnements en hydrocarbures et guerre informatique.

Sur la table figure aussi la création d'un système de défense antimissile de l'Otan protégeant les populations et non plus seulement les soldats.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a estimé dans l'avion le conduisant à Bruxelles qu'il y avait un *"large accord"* entre alliés sur la question et qu'il *suffirait* de 85 à 110 millions d'euros pour connecter les systèmes antimissiles des pays européens qui en sont dotés au réseau américain.

Mais un différend sur le rôle respectif du nucléaire et de la défense antimissile entre la France et l'Allemagne bloque toute décision. *"Les Allemands pensent que le bouclier antimissile est un substitut à la dissuasion nucléaire, les Français qu'il ne peut en être qu'un complément"*, a indiqué un diplomate français.

Paris estime que *"le bouclier coûterait très cher pour être efficace, et qu'il ne sera jamais à 100% impénétrable"*, a-t-il ajouté.

Quant à l'option zéro, c'est-à-dire au désarmement nucléaire total que le président américain Barack Obama promet, tout le monde est d'accord pour y tendre mais en attendant, l'Otan devrait continuer de compter sur une combinaison d'armes nucléaires et classiques comme elle l'a fait depuis 61 ans, a expliqué ce diplomate. La réunion ministérielle permettra-t-elle de trouver un compromis? *"On verra"*, a répondu sobrement le ministre allemand de la Défense Karl Theodor zu Guttenberg.

L'entretien que M. Rasmussen doit avoir vendredi à Paris avec le président Nicolas Sarkozy pourrait aussi permettre d'avancer.

Par ailleurs, l'Otan est confrontée à une baisse pour cause de difficultés financières des budgets militaires de ses adhérents européens. *"C'est une inquiétude"* pour les Etats-Unis, a souligné M. Gates.

Les ministres de la Défense doivent aussi se concerter sur la réforme des structures militaires de l'alliance, qui passe par un nouvel allègement des effectifs et une réduction du nombre des quartiers généraux et agences spécialisées. Le personnel militaire, actuellement de 11.500 -pour un plafond de 13.200 autorisé- tomberait à environ 8.900, selon une source militaire.

Les chefs de la diplomatie devaient se retrouver entre eux ensuite dans l'après-midi pour parler des partenariats à renforcer à travers la planète *"avec les pays qui veulent un monde plus sûr"*, a déclaré M. Rasmussen.

Le renforcement de la coopération avec la Russie, notamment pour se sortir du borborygme afghan, vient en tête de liste. Même si la difficile situation en Afghanistan, après neuf ans d'une guerre de plus en plus meurtrière, n'est pas officiellement au programme, les ministres l'auront tous à l'esprit.

Pascal MALLET

AFP

- Reuters : L'évolution du concept de défense de l'Otan fait débat.

Reuters, publié le 14/10/2010

L'avenir de la défense nucléaire et antimissile de l'Otan, appelée à évoluer dans le cadre de la révision en cours du *"concept stratégique"* de l'Alliance, a continué jeudi de diviser les alliés.

A cinq semaines d'un sommet des dirigeants des pays de l'Otan à Lisbonne, où ce document qui définit les principes et missions du bloc doit être approuvé, la France et l'Allemagne ont campé sur leurs positions à l'occasion d'une réunion des ministres de la Défense et des Affaires étrangères des Vingt-Huit, organisée à Bruxelles.

Les autorités allemandes favorisent un retrait des armes nucléaires américaines stationnées sur leur sol et jugent que le développement d'un bouclier anti-missile efficace, en complément de la dissuasion assurée par les puissances nucléaires de l'Otan, permettrait d'assurer la sécurité européenne.

La Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Norvège, qui hébergent quelque 180 armes nucléaires tactiques américaines supplémentaires, partagent ce point de vue.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a cependant considéré qu'il n'y avait pas de lien entre le bouclier et la réduction des capacités nucléaires en Europe.

De leur côté, la France, la Grande-Bretagne ainsi que les pays de l'ancien bloc soviétique appuient un maintien de ces armes en Europe afin d'afficher une présence américaine.

"Nous avons toujours eu la même position: la dissuasion fait partie des éléments de la défense globale de l'Alliance (...) La présence de ces bombes américaines est l'expression d'un lien transatlantique", a expliqué le ministre français de la Défense, Hervé Morin.

LIGNE MAGINOT

Il s'est surtout montré critique envers le projet de défense antimissile qui, a-t-il dit, présente nombre d'incertitudes et pèsera sur les programmes militaires existants sans pour autant représenter une option susceptible de fonctionner seule.

"La défense anti-missile c'est un peu comme la ligne Maginot. On se protège contre l'apocalypse quand le meilleur moyen d'éviter l'apocalypse, c'est d'être en mesure de se faire respecter par un outil militaire et de défense crédibles", a-t-il déclaré à la presse.

"Je crois que cela peut être un complément mais certainement pas un substitut", a-t-il poursuivi tout en indiquant qu'il n'irait pas jusqu'à bloquer un accord sur ce point à Lisbonne.

Plusieurs pays ont demandé des précisions sur les engagements financiers et sur les modalités d'intégration au nouveau système avant de donner leur feu vert.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a ensuite indiqué qu'un consensus se dégagait sur ce bouclier antimissile et qu'un accord serait officialisé le mois prochain.

"Je n'ai pas entendu d'objections à avancer à Lisbonne vers une défense antimissile propre à l'Otan (...) Nous avons encore un travail technique à effectuer mais je suis optimiste", a assuré l'ancien Premier ministre danois. "Ce serait une démonstration visible que nous sommes prêts à renforcer nos capacités (militaires) même dans une période d'austérité budgétaire et économique", a-t-il encore dit.

INQUIÉTUDES AMÉRICAINES

Le "concept stratégique" qui sera validé le 19 et 20 novembre à Lisbonne confirmera la priorité de l'Otan - la défense collective des pays qui la composent - et la poursuite des missions en cours, comme en Afghanistan où les forces de l'Alliance connaissent une année particulièrement meurtrière.

Tout en adaptant le rôle de l'Alliance atlantique dans les dix prochaines années aux nouvelles menaces, le document doit aussi, en cette période de réductions budgétaires, permettre de rationaliser au maximum les dépenses.

Pour réduire les coûts, les ministres ont acté jeudi une réduction du nombre des agences de l'Otan de 14 à 3, du nombre des Etats majors de 12 à 6 et du nombre de personnes travaillant dans la structure de commandement à 8.500 d'ici quelques mois, contre 27.000 en 1995.

Mais Robert Gates a dit craindre que les restrictions budgétaires en Europe dans le domaine militaire ne mettent encore plus la pression sur les Etats-Unis, engagés dans de coûteuses missions en Afghanistan mais aussi en Irak.

Il a averti qu'il fallait prendre garde à ce que les coupes dans les dépenses n'aillent pas jusqu'à affaiblir l'Alliance atlantique. "Nous devons faire attention (...) de ne pas trop tailler dans le muscle. Les réformes discutées ce matin par les ministres de la Défense devraient permettre de faire des économies qui pourront être réinvesties dans de nouvelles capacités", a-t-il déclaré.

"C'est comme cela que l'on conservera une Alliance forte, efficace et pertinente", a-t-il ajouté.

- Paris et Berlin divergent sur la dissuasion

Le Figaro 14/10/2010

La défense nucléaire et le bouclier antimissile sont un frein à leur alliance.

En soixante ans, la menace a naturellement évolué, mais l'Otan ne pouvait pas prévoir que le plus grand défi jaillirait un jour de ses propres rangs. L'alliance, pivot de la sécurité des deux côtés de l'Atlantique, va se fixer une nouvelle raison d'être le mois prochain sur fond de divergences européennes sur l'arme nucléaire et de coupes claires dans les budgets.

À cinq semaines d'un sommet décisif à Lisbonne, les vingt-huit pays se retrouvent aujourd'hui au QG de l'Otan pour un échange sur le futur «concept stratégique» de l'alliance. À Bruxelles, les chefs de la diplomatie et les ministres de la Défense doivent avancer sur ce document d'une dizaine de pages, élaboré par le secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen. Ce sera plutôt l'occasion d'afficher des positions difficiles à concilier. « C'est aux chefs d'État et de gouvernement qu'il reviendra finalement de trancher à Lisbonne », avertit un ambassadeur. Le premier casse-tête porte sur l'arme nucléaire, fondement de la dissuasion. **Il concerne l'esprit plutôt que la lettre, puisque l'Otan restera une alliance nucléaire dans tous les cas de figure.** Mais Barack Obama a ouvert la boîte de Pandore depuis 2009 en promettant «l'option zéro», autrement dit une planète débarrassée à terme de ses armes atomiques. Même lointaine, la perspective enthousiasme les Européens autant qu'elle les inquiète. La ligne de partage passe précisément au cœur de l'UE avec d'un côté l'Allemagne, régulièrement tentée par le désarmement, et de l'autre la France, qui défend jalousement son arsenal nucléaire et son autonomie de décision. Le secrétaire général Rasmussen gagne du temps en reprenant le credo de la Maison-Blanche : l'Otan «*disposera d'armes atomiques aussi longtemps que les autres garderont les leurs*».

Passe d'armes en coulisses

Cette question de sécurité collective est escamotée du «concept stratégique» et la passe d'armes officiellement repoussées à plus tard. Las, elle fait rage en coulisses. L'Allemagne, avec derrière elle la Belgique, le Luxembourg, la Norvège et les Pays-Bas, demande depuis le printemps le retrait des 200 bombes nucléaires tactiques aéroportées que le Pentagone entretient sur le Vieux Continent. Les nouveaux membres de l'Otan, voisins de la Russie, s'en émeuvent par avance parce qu'ils voient dans ces armes du passé la preuve tangible du «parapluie» américain. Quant à la France et le Royaume-Uni, membres du club nucléaire, ils s'inquiètent naturellement de voir entamées les lois de la dissuasion.

Sur ce débat s'en greffe un second, source de discorde lui aussi : l'installation au-dessus de l'Europe d'un «bouclier antimissile» qui viendrait compléter le dispositif américain. La différence est que le sommet de Lisbonne devrait cette fois trancher. Entre alliés, la géographie des points est la même que sur la question nucléaire. La France voit dans le bouclier un complément utile, en insistant sur le rôle irremplaçable de l'arme atomique. L'Allemagne estime au contraire qu'un système antimissile permettrait précisément d'y renoncer.

L'Allemagne veut tourner la page de la guerre froide

Pour Berlin, la dissuasion nucléaire est un concept datant d'un autre âge, celui de la guerre froide, et inadapté aux menaces d'aujourd'hui. Fermement ancrée dans l'Alliance atlantique dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale et placée sous le parapluie américain, l'Allemagne de l'Ouest n'a jamais fait partie du club des puissances nucléaires. Projet phare du ministre allemand des Affaires étrangères, le libéral Guido Westerwelle (FDP), le désarmement international est devenu une priorité pour l'Allemagne réunifiée.

Ligne de front la plus symbolique entre les deux blocs, l'Allemagne continue de stocker de 10 à 20 ogives nucléaires américaines en sous-sol à Büchel, en Rhénanie-Palatinat (sud-ouest). Inspiré par Hans-Dietrich Genscher, l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères et l'un des pères de la réunification, le projet de dénucléarisation militaire de l'Allemagne, a pour but de refermer définitivement la parenthèse de la division de l'Allemagne et de tourner la page de la guerre froide.

Cette stratégie répond aussi à une logique de politique intérieure : au moment où Berlin décide de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires civiles, le retrait des dernières ogives atomiques offre des gages aux écologistes et au courant pacifiste resté très influent au sein de l'opinion allemande.

- Antimissile : Paris reste réservé et insiste pour un dialogue Otan-Russie - AFP 14 octobre

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a maintenu jeudi les "réserves" de Paris sur la mise en place par l'Otan d'un vaste bouclier antimissile, insistant en outre sur la nécessité d'un dialogue à ce sujet avec la Russie. "J'ai maintenu mes réserves", a déclaré M. Morin à la presse en marge d'une réunion avec ses homologues de la Défense et des Affaires étrangères sur les grandes orientations de l'Alliance atlantique.

Mais il a laissé entendre que la France ne bloquerait pas, au cours d'un sommet de l'Alliance atlantique prévu les 19 et 20 novembre à Lisbonne, la décision de l'Otan de lancer un système antimissile destiné à protéger les populations des pays membres.

Même si les dirigeants alliés entérinaient "l'idée d'un programme antimissile" protégeant non plus seulement les soldats, mais aussi les villes, "il reste encore beaucoup d'incertitudes technologiques et financières" quant à sa mise en oeuvre, a-t-il cependant précisé.

"Beaucoup d'autres pays souhaitent avoir des clarifications financières", a indiqué le ministre français même si le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen et les Etats-Unis évoquent une dépense de moins de 200 millions d'euros étalée sur 10 ans pour brancher les systèmes européens existants sur les américains.

Quant à la dimension du programme qui serait finalement mis en oeuvre, il n'aurait la capacité, selon lui, que de "faire face aux menaces d'un Etat terroriste doté de moyens nucléaires rustiques".

"Personne ne peut imaginer" que ce bouclier soit destiné à défendre efficacement les villes européennes d'"une attaque massive", a-t-il estimé.

Pour le ministre français, le bouclier antimissile ne peut donc être qu'un "complément" à la dissuasion nucléaire. "C'est un peu comme la ligne Maginot" pour les Français avant leur défaite en 1940, "cela (le système antimissile) pourrait donner aux Européens le sentiment d'assurer leur sécurité sans engager de dépenses" importantes pour leur défense, a-t-il poursuivi.

"La meilleure façon de se faire respecter c'est de détenir un arsenal de dissuasion crédible", a-t-il lancé.

Selon un diplomate français, l'Allemagne est en désaccord avec ce point de vue français, soutenant que le bouclier antimissile a vocation à être un "substitut" à l'arme atomique, ce qui a bloqué jusqu'à présent la décision de l'Otan.

M. Morin a affirmé que son homologue allemand, Karl Theodor Zu Guttenberg, n'avait jamais prononcé le mot "substitut" et avait toujours au contraire reconnu le rôle des arsenaux nucléaires.

"Il peut y avoir des discussions au sein du gouvernement allemand", a-t-il cependant reconnu, dans une allusion transparente aux positions du chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, qui plaide en faveur du désarmement atomique et du développement en parallèle d'un bouclier antimissile.

Le ministre français a par ailleurs souligné la nécessité de "dialoguer" avec Moscou sur la défense antimissile.

"On ne peut pas vouloir construire un espace de paix et de sécurité sans en discuter avec la Russie", a-t-il dit.

Les questions de sécurité figurent à l'ordre du jour d'un sommet tripartite franco-germano-russe qui a lieu le 18 octobre à Deauville (Normandie, ouest de la France).

- Nucléaire et défense antimissile: l'Otan proche d'un accord

AFP

14 oct 2010

L'Otan, malgré des divergences franco-allemandes, a progressé jeudi vers un compromis sur le désarmement nucléaire et la mise en place d'un vaste bouclier antimissile, deux des grands thèmes d'un sommet des dirigeants alliés prévu le mois prochain à Lisbonne.

"Les points de vue convergent réellement sur les questions essentielles, sur l'importance de maintenir une dissuasion forte tout en contribuant simultanément à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non prolifération", a déclaré le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen.

"Nous nous orientons vers un consensus au sommet de Lisbonne pour concéder que l'Otan devrait se doter d'une capacité de protéger les populations et les pays européens contre une attaque de missiles", a-t-il ajouté, tout en admettant que des "détails" qu'il a qualifiés de "techniques", "restaient à régler". [...]

OTAN: la Belgique juge le projet de Rasmussen "équilibré"

Belga 14 octobre

La Belgique considère comme "équilibré" le projet de nouveau "concept stratégique" soumis aux 28 membres de l'OTAN par le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, y compris dans ses aspects nucléaires et de la défense antimissile, a affirmé jeudi le chef de la diplomatie belge, Steven Vanackere.

Il y a un "assez large consensus sur ce texte", a déclaré M. Vanackere à quelques journalistes en marge d'une réunion ministérielle à l'OTAN à Bruxelles, en faisant référence au document - **classé "secret OTAN"** - que M. Rasmussen a fait parvenir le 27 septembre aux capitales et qui a été discuté jeudi. Le nouveau "concept stratégique" - une sorte de mode d'emploi réactualisé de l'Alliance atlantique - doit être adopté lors du sommet atlantique de Lisbonne, les 19 et 20 novembre. Selon le ministre belge des Affaires étrangères, M. Rasmussen a d'emblée réussi à produire un texte "balancé", entre l'ambition que doit avoir l'Alliance et les moyens dont elle dispose, entre les tâches historiques (la défense de ses Etats membres) et les "nouvelles menaces" en tenant compte des partenaires recherchés dans le reste du monde, dont la Russie. Ce document, qui devrait encore subir quelques changements d'ici son adoption définitive à Lisbonne, contient aussi un équilibre entre les moyens militaires dont dispose l'OTAN et les capacités civiles de partenaires comme l'Union européenne et les Nations Unies. "Cela en fait un bon projet pour la modernisation" de l'Alliance, a souligné M. Vanackere. (VIM)

Le sp.a ne veut pas de ministres belges au sommet OTAN

Belga 13 octobre

(Belga) Le sp.a refuse qu'en cette période d'affaires courantes, les ministres belges de la Défense Pieter De Crem et des Affaires étrangères Steven Vanackere (tous deux CD&V) participent ce jeudi au sommet de l'OTAN qui doit adopter le nouveau concept stratégique de l'Alliance atlantique. *[un peu prématuré : le concept stratégique doit être adopté formellement en novembre à Lisbonne]*

"Des ministres en affaires courantes ne peuvent engager la Belgique dans des projets à long terme", a rappelé mercredi le député sp.a Dirk Van der Maelen dans le quotidien De Morgen. Les socialistes flamands craignent des décisions ministérielles qui engagent lourdement le budget, sans que le parlement n'ait pu donner son accord. D'autant que l'on ne peut revenir sur des engagements pris à l'égard de l'OTAN, souligne Dirk Van der Maelen. Pour lui, on risque de passer d'un régime d'affaires courantes à des "dépendances courantes". Le député socialiste flamand avait déjà réclamé en vain fin septembre un débat sur la position de la Belgique vis-à-vis de l'Alliance. Ce n'est que la semaine prochaine, après le sommet, que les questions pourront être posées au gouvernement, en commission de la Chambre. (LEE)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19